

A l'occasion de la journée de mobilisation du 31 mars, près d'un million de personnes sont descendues dans la rue, à Paris et dans 260 villes du pays, pour manifester leur rejet de la « Loi travail ». La mobilisation grossit depuis le 9 mars, malgré la désinformation orchestrée par les télévisions et les radios.

En effet, il y est surtout question d'« incidents avec des casseurs » et non des violences policières inacceptables qui, en plusieurs endroits, ont tenté d'intimider les manifestants, en particulier les jeunes. Comme ce lycéen parisien tabassé par un flic, alors qu'il était maintenu par d'autres policiers. Mais rien de cela n'a découragé tous ceux et celles qui voulaient crier haut et fort qu'ils et elles resteraient mobilisés jusqu'au retrait de la « Loi Travail ».

Et notamment les jeunes qui sont redescendus nombreux dans la rue ce mardi et ont une nouvelle fois fait face à la répression policière la plus débridée.

Jeunesse révoltée, salariés en colère

Le gouvernement espérait que la mobilisation serait moins importante, notamment à cause des vacances dans certaines zones. De nombreux établissements scolaires ont été fermés en région parisienne pour tenter de décourager les lycéens de manifester. Et surtout, la police a multiplié gazages, matraquages et arrestations.

Les manifestants, dans les cortèges syndicaux CGT, FO, Solidaires ou FSU – et il y a même des sections ou des militants de la CFDT ou de la CFTC qui refusent l'accord de leur direction avec Hollande et Valls – crient tout autant les slogans contre la « Loi Travail » que ceux dénonçant l'entière responsabilité d'une politique gouvernementale au service du patronat. Et depuis le soir du 31 mars, plusieurs milliers de personnes ont répondu à l'appel « Nuit debout » pour occuper chaque nuit la Place de la République à Paris et y tenir des assemblées et des débats, renforçant le climat de contestation.

Stoppons le gouvernement PS-MEDEF

Par contre, ce gouvernement qui a ordonné dans toutes les villes une énorme présence policière reste plein d'égards pour les plus riches et le patronat. Au lendemain des manifestations du 31 mars, une nouvelle baisse des cotisations d'allocations familiales payées par les entreprises est entrée en vigueur. Cet allègement des cotisations patronales porte à 33 milliards d'euros les cadeaux aux entreprises pour 2016, lesquels devraient atteindre 41 milliards d'euros annuels en 2017, dont 19 milliards d'euros pour le seul Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE).

De l'argent distribué soi-disant pour inciter le patronat à créer des emplois, mais qui en réalité ne fait que gonfler les profits et les dividendes des actionnaires. Ce gouvernement est d'autant plus arrogant et agressif à l'égard de la population qu'il est servile à l'égard du MEDEF.

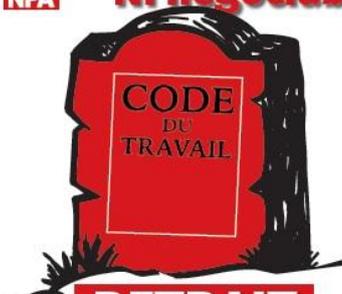
Ils ont les milliards, mais nous sommes des millions

Les organisations de jeunesse et l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation le samedi 9 avril. L'occasion pour ceux et celles qui sont restés en dehors de la mobilisation d'y prendre aussi leur place. Et pour tous, le moyen d'étendre et de renforcer le mouvement. C'est sûr qu'il va désormais falloir continuer après le 9 avril car jamais encore ce président et ce gouvernement n'avaient été aussi faibles.

Hollande a dû reculer, abandonner son projet de déchéance de la nationalité et annuler sa réforme constitutionnelle. Imposons-lui maintenant le retrait de la loi Travail.

Dans la rue, par la grève, par la préparation du blocage de l'activité économique, nous avons les moyens de contraindre ce gouvernement à abandonner son projet de loi. Ce sera un premier pas pour inverser le rapport de force en notre faveur et mettre un coup d'arrêt à la régression sociale et démocratique.

 **Ni amendable
Ni négociable**



**RETRAIT
du projet de
loi El Khomri !**

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE - WWW.NPA2009.ORG

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



PARADIS FISCAUX ET FRAUDE FISCALE : AU CŒUR DU CAPITALISME

Face à l'affaire des « Panama Papers », politiciens et medias aux ordres font mine de s'offusquer. Cela fait pourtant des années que des ONG et d'autres dénoncent le scandale des paradis fiscaux. La fraude à l'impôt pratiquée par des entreprises au profit de leurs actionnaires, par des chefs d'Etat ou des particuliers fortunés emplit leurs poches de milliards, alors qu'on impose austérité et sacrifices aux populations.

En France, en 2013, le syndicat Solidaires Finances Publiques évaluait le manque à gagner entre 60 et 80 milliards : plus que le budget de l'Education Nationale. Une fraude inhérente à la logique capitaliste : son moteur est le profit, son carburant l'exploitation des salariés. On veut nous faire croire que les richesses ainsi accumulées sont nécessaires à l'investissement et à l'emploi.

La fraude, l'évasion, l'optimisation fiscale nous montrent bien le contraire. Face à l'indignation légitime, on va nous refaire le coup des « brebis galeuses ». Mais c'est du système lui-même qu'il faut se débarrasser.

MERCI PATRON, MERCI RENAULT

Un prestataire travaillant au Technocentre de Renault avait envoyé depuis chez lui et en dehors de ses heures de travail un mail privé aux syndicats de l'établissement pour leur recommander le film Merci Patron. Le lendemain matin après un appel téléphonique de Renault à son entreprise prestataire, il était viré et prié d quitter immédiatement les locaux de Renault.

Le journal Fakir a révélé toute l'affaire. Le film Merci Patron, qui fait un tabac partout où il est projeté, aligne le richissime Bernard Arnault. Comme la fortune de Ghosn est encore plus petite que celle de Arnault, il en est jaloux. Il veut qu'on ait toutes les raisons de dire à lui aussi « merci », à ses privilèges et à son pognon.

Vanter un film qui s'en prend efficacement à un patron, insupportable dans le Technocentre Renault de Carlos Ghosn ! Et voilà les patrons qui réclament aujourd'hui plus de possibilités pour licencier ! Raison de plus pour tous ensemble les empêcher de perpétrer leurs mauvais coups.

VICTOIRE POUR ISABELLE KRYVENAC

Le ministère du Travail a finalement du refuser le licenciement d'Isabelle Kryvenac, ce Docteur de l'usine de PSA Metz-Borny qui voulait juste faire son travail en respectant la législation et en toute indépendance, Après les 750 signatures de soutien, rien que dans l'établissement, plus de 8000 sur une pétition sur Internet, ce fut le soutien de personnalités, intellectuels, artistes, médecins ...

Mais le refus du licenciement par l'inspection du travail, ne suffisait pas. La direction s'est acharnée en maintenant sa demande de licenciement ... la claque : la décision du ministère est tombée, c'est le refus. Le Dr Kryvenac pourra continuer à faire son travail. C'est un échec pour la direction, et une victoire pour tous ceux et celles qui veulent préserver une médecine du travail indépendante des patrons.

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**

PSA ET RENAULT : LES DEUX CARLOS A LA FETE

Carlos Tavares, PDG de PSA depuis moins de deux ans, va toucher 5,24 millions d'euros pour l'année 2015, le double de ce qu'il avait touché l'année dernière. Il gagne donc 14 500 euros par jour samedi et dimanche compris.

Certains parlent de salaire pour Tavares. Ce qu'il touche n'a rien à voir avec un salaire : son pognon est pris sur les profits de PSA qui ont été obtenus par le seul travail des ouvriers et de tous les autres « vrais » salariés. Eux n'ont obtenu que 8 euros nets par mois. En gros et en détail, c'est le vol de notre travail

Ce que vient de toucher Tavares indigne. C'est la règle dans leur monde de grands patrons. Carlos Tavares, PDG de PSA, est encore loin derrière Carlos Ghosn le patron multiscartes de Renault et Nissan aux 10 millions d'euros par an !

Gattaz, président du MEDEF a déclaré sans langue de bois : "Il faut savoir récompenser la réussite. Il faut saluer et féliciter Carlos Tavares ». Il prouve bien que la société est toujours divisée en classes, ceux et celles qui travaillent, et ceux qui réussissent en exploitant les autres.

UN TOIT C'EST UN DROIT

Depuis le 1er avril, avec la fin de la trêve hivernale, ce sont près de 40 000 personnes qui pourraient être expulsées de leurs logements, pour loyers impayés.

Seulement 11 maires ont signé un arrêté antiexpulsion, estimant que « dans 99% des cas », il s'agit de personnes en grande difficulté et qu'on ne peut mettre à la rue des familles avec des enfants.

Mais pour quelques communes où la mairie a réagi, partout ailleurs les propriétaires, voire (et c'est souvent le cas) les organismes publics de logement vont entreprendre les expulsions.

Mais autour de nous, dans nos quartiers on peut alerter les voisins pour ne pas laisser jeter les gens à la rue.

« PANAMA PAPERS » : LE FRONT NATIONAL ÉCLABOUSSÉ

Parmi les personnalités mises en cause, le journal Le Monde cite Jean-Marie Le Pen et deux proches de Marine Le Pen : Frédéric Chatillon, et Nicolas Crochet. Le Pen père pour la société off-shore créée à l'aide de son majordome, en vue de dissimuler une partie de sa fortune. Les seconds pour un montage ultra-sophistiqué de dissimulation d'avoirs financiers en Asie et dans les Caraïbes.

Pour un parti habitué à dénoncer tous les autres comme des « pourris », avec le slogan « *mains propres et tête haute* », cela fait plutôt tache.

Alors les dirigeants du Front National dégagent en touche. Philippot rappelle que JM Le Pen a été exclu du FN en 2015. De son côté Nicolas Bay, secrétaire national du FN, considère que le scandale « *concerne la société Riwal* », propriété de Frédéric Chatillon, un simple sous-traitant du parti pour sa communication au moment des élections. Le FN en tant que tel ne serait donc « *pas du tout mis en cause dans cette affaire* ». Une ligne de défense qui semble prendre les gens pour des imbéciles.

